

L'art de cultiver le partage. Construire des espaces communs pour une nouvelle « ville publique »

Sara Basso

Résumé

Le but de cette contribution est de déterminer si et comment les espaces communs peuvent contribuer à des processus de régénération sociale et spatiale des quartiers résidentiels publics où poursuivre des objectifs de résilience, de justice spatiale et de santé publique. Par une étude de cas dans la ville de Trieste, on réfléchit sur trois possibles déclinaisons opérationnelles que les espaces communs peuvent assumer dans les quartiers publics. À partir de celles-ci, on identifie quelques pistes de travail dans des processus de régénération basés sur la valorisation des ressources agro-urbaines présentes dans les contextes.

Abstract

The aim of this paper is to argue if and how common spaces can contribute to social and spatial regeneration processes of public housing districts where the objectives of resilience, spatial justice and public health can be pursued. Through the analysis of a case study in the city of Trieste, it reflects on three possible operational variations that common spaces can assume in public districts. Starting from this, it identifies some questions that are proposed as working paths in regeneration processes based on the enhancement of the agro-urban resources available in these contexts.

Image ci-contre : Borgo San Sergio dans la ville de Trieste.



Le but de cette contribution est de soutenir l'hypothèse que des biens communs liés à des ressources agro-urbaines peuvent contribuer à la construction de processus partagés de régénération dans des quartiers de logements sociaux. Notre réflexion s'articule en trois temps. Dans un premier temps, l'identification de quelques questions-clés nous permet de réfléchir d'un point de vue critique à l'hypothèse qui est à la base du débat disciplinaire sur les biens communs en Italie. Dans un deuxième temps, l'analyse du cas d'étude nous permet d'identifier des déclinaisons opérationnelles que les espaces communs pourraient assumer dans un projet de requalification des quartiers publics. On propose, enfin, trois pistes de recherche permettant de mettre en œuvre des processus complexes de régénération urbaine dans ces contextes.

Des questions introductives pour définir le champ de recherche et construire la problématique

Il est utile de commencer par une relecture du contexte disciplinaire au sein duquel s'est développé le débat sur les biens communs, en Italie. Cela nous permettra de présenter le domaine d'investigation sur lequel se penche notre recherche et les hypothèses qu'on avance. Notre réflexion vise à explorer l'entrelacement entre le *welfare* urbain comme « bien commun¹ » et les processus de requalification des banlieues publiques². Elle s'articule autour de trois questions.

Une première question découle du constat que des processus liés à la reconnaissance et à la gestion des biens communs impliquent des groupes de personnes qui sont souvent décrits comme homogènes. Il s'agit surtout de « communautés de pratiques » qui partagent des orientations et des objectifs, des styles de vie et des intérêts similaires (Pais, 2015 ; Cellamare, 2011 ; Inti, 2015). L'homogénéité du groupe est définie comme une absence ou une présence minimale d'inégalités ou de disparités de condition. Cette homogénéité est souvent considérée comme la condition nécessaire pour optimiser le processus de coopération qui a pour but la gestion et la valorisation de biens, ou d'espaces, dont on revendique un usage « commun » (Iaione, 2015). Au contraire, le conflit ou l'exclusion sous-tendus ou dérivés de ces formes de partage restent peu étudiés

(Bianchetti, dir., 2015). L'intention de cette contribution est de vérifier si les biens et les espaces communs peuvent exister aussi dans des contextes où il y a des inégalités et des conditions de fragilité sociale, comme, par exemple, dans les banlieues de la « ville publique » (Di Biagi, 2001). Nous nous demandons si l'expérimentation de formes de partage dans des espaces communs peut contribuer à la naissance de parcours partagés de valorisation des ressources socio-spatiales. Cette valorisation peut-elle advenir dans des contextes où il arrive que des conflits fréquents affectent aussi les petits projets qui visent à réduire la « fatigue d'habiter » ? Nous voulons ainsi explorer des significations de l'« espace commun » comme un « processus » (Stravrides, 2016) capable d'accueillir et de développer des pratiques de résistance et de résilience des habitants au sein de parcours partagés de régénération.

La deuxième question concerne la possibilité de mettre en relation la construction d'espaces communs avec une nouvelle approche des formes de *welfare* visant à garantir la santé et le bien-être des personnes et, plus généralement, l'« être bien dans la ville » (Bellaviti, 2011). Dans les espaces du *welfare* – reconnaissables en Italie par des installations et des équipements collectifs garantis par une législation qui introduit des formes standardisées (Renzoni, dir., 2018) – nous voyons un patrimoine important, qui peut avoir un rôle stratégique dans le projet d'une ville accessible, équitable et juste (Secchi, 2014). Toutefois, il est nécessaire d'intervenir sur la « résilience minimale » (Caravaggi, 2016) de ce patrimoine, en réécrivant ses possibilités d'usage et son rôle au sein de la ville. L'hypothèse qu'on dessine ici se fonde sur l'idée que la ville publique peut redevenir un champ de recherche privilégié pour étudier les dimensions concrètes du bien-être et de la santé des habitants à travers des espaces et des services destinés à un usage collectif (Basso, Marchigiani, 2018), en plus d'être un lieu où expérimenter des processus de *capability* de sujets fragiles ou en condition de vulnérabilité (Marchigiani, 2018).

À l'arrière-plan, se présente une troisième question, inhérente au rôle de l'architecte, souvent une « figure de fond » dans des processus qui mettent en jeu la construction ou la gestion d'espaces et/ou de biens en commun³. Pour l'architecte, le travail sur les espaces communs peut

1 Une perspective accueillie et développée par Saraceno, 2014 ; Iaione, 2012 ; Iaione, 2013.

2 L'hypothèse que les quartiers de logements sociaux puissent être un laboratoire d'innovation pour des processus partagés de régénération urbaine se trouve dans Laboratorio CittàPubblica (2009).

3 Il y a des cas de succès qui font exception, où l'architecte se présente sous la forme d'un collectif qui se déplace dans un terrain hybride où la revendication de compétences et l'activisme social se confondent. C'est le cas, par exemple, des expériences de groupes comme le Collectif etc. <http://www.collectifetc.com/>, Groupe F <https://gruppef.com/>, Coloco <https://www.coloco.org/>, Atelier d'Architecture autogéré <https://www.urbantactics.org/projets/agrocite/>, pour n'en citer que les plus connus.

représenter l'occasion de se mesurer avec des formes nouvelles et complexes de projet qui s'écartent d'un simple fonctionnalisme (Bianchetti, 2016). L'architecte peut ainsi réinventer les supports spatiaux pour favoriser des réseaux de relations et des collaborations variables dans le temps, dans lesquelles des formes de justice sociale peuvent concrètement exister.

Un cas d'étude, Borgo San Sergio à Trieste. Le lieu et la méthode

Les thématiques et les questions que nous mettons au centre de cette réflexion naissent d'un cas d'étude. Borgo San Sergio est un quartier de logements sociaux étudié par un groupe de chercheurs de l'Université de Trieste depuis plus de dix ans. Des laboratoires didactiques, des explorations et des enquêtes de terrain, des projets participatifs⁴ ont consolidé ce quartier comme un champ de réflexion fertile sur la ville contemporaine et sur les questions urbaines qui sont au centre de l'attention de cette discipline. En outre, le travail sur le terrain a permis de renforcer le rapport d'échange réciproque avec les sujets institutionnels et non institutionnels actifs sur le territoire. Récemment, ces collaborations ont conduit à l'étude d'hypothèses de requalification à partir de la valorisation des ressources agro-urbaines présentes dans le quartier et dans son voisinage immédiat.

Le lieu

Borgo San Sergio a été réalisé sur le projet de l'architecte E. N. Rogers dans une zone industrielle périphérique au sud-est de Trieste. Ce Borgo est né pour répondre aux grands besoins d'habitat après la deuxième guerre mondiale (Di Biagi, Marchigiani, Marin, dirs. 2002 ; 2004). Le quartier est perçu comme « à part » de la ville, malgré la proximité avec des tissus industriels et la présence d'infrastructures importantes. D'abord, parce qu'il est proche de l'environnement du Karst, ce qui est rendu évident par un système périurbain composite d'aires boisées, de potagers, de vergers, cultivés et résidus, etc. qui borde le Borgo le long de sa frontière au nord. Deuxièmement, pour l'étendue des espaces ouverts publics et collectifs qui rendent le quartier hautement perméable et poreux.

4 Le groupe de recherche coordonné par Paola Di Biagi, auquel participent Elena Marchigiani, Alessandra Marin et l'auteur de cet article (Université de Trieste), travaille depuis plus de dix ans et avec continuité sur les thématiques liées à la requalification de la ville publique. Nous expérimentons des parcours d'enquête et de projet qui ont impliqué le long des années des jeunes chercheurs, des étudiants, des habitants et beaucoup d'acteurs publics qui opèrent dans ces quartiers.

En marchant entre les maisons, ordre et désordre alternent dans les usages : aux potagers et aux jardins privés succèdent des terrains vagues, sans finalité, qui restent vides ou qui sont utilisés comme des parkings. Dans de nombreux cas, il s'agit de l'espace collectif des bâtiments qui demeurent de propriété publique. Ces vides accentuent, avec les rues, la séparation entre les différents foyers qui composent le quartier et qui sont aujourd'hui privés du tissu connectif offert par les lieux dédiés à l'usage commun. Les « espaces du welfare » intègrent et complètent le paysage de la proximité résidentielle (Munarin, Tosi, 2011) et mettent en évidence la nature ouverte du quartier qui dialogue avec son contexte. Des espaces ouverts (places, jardins, parkings, terrains de sport, etc.) et des installations à usage collectif (église, écoles, bibliothèque, services de proximité, etc.) composent le « cœur » des services, traduisant au sol l'idée de « quartier organique » qui a inspiré le projet du Borgo (Molinari, 2002).

Aujourd'hui, le patrimoine bâti public du quartier a été presque complètement aliéné. En propriété publique, il reste moins de 700 logements⁵, parmi lesquels un grand bâtiment compact en forme de barre réalisé à la fin des années soixante-dix, le long de la frontière nord-ouest du Borgo. Connu sur le nom de « maison des schtroumpfs » pour sa couleur bleue, ce bâtiment se distingue du reste du quartier par sa typologie et sa configuration. Dans les 361 logements qui sont la propriété de la Commune et de l'Ater, il y a plusieurs situations de malaise et de fragilité sociale. En outre, la configuration des espaces accentue une condition d'isolement et de détachement du reste du quartier. Plusieurs situations critiques ont donc fini par consolider le stigmate qui pèse sur cette partie de la « ville publique », en élargissant ce stigmate au reste du quartier.

Un sujet de recherche – nourriture et ville publique

Borgo San Sergio est alors devenu le cadre pour expérimenter sur le terrain et approfondir une réflexion déjà ouverte par notre groupe de recherche sur la relation entre la nourriture et les processus de régénération des banlieues publiques (Basso, Di Biagi, dirs., 2016). En faisant référence spécifiquement à la perspective que nous proposons ici, nous défendons l'hypothèse que les biens communs et les nouvelles formes de *welfare* peuvent trouver une

5 Les bâtiments publics sont gérés par l'Ater (L'autorité territoriale pour les constructions résidentielles publiques – Azienda Territoriale per l'Edilizia Residenziale), l'organisme qui s'occupe de la gestion du patrimoine des constructions résidentielles publiques de la ville et de la Commune de Trieste. L'Ater gère 567 logements ; 108 autres logements sont gérés par la Commune.

confluence dans le projet « espaces de la nourriture ». Dans ces espaces, l'activité de production, de traitement, de préparation, de consommation et d'éducation alimentaire deviennent des occasions pour activer (ou soutenir) des processus de régénération urbaine et pour promouvoir des formes de sociabilité stables et temporaires (Basso, 2016 ; Basso, 2018). L'étude de ce que les « espaces de la nourriture » peuvent donner et construire dans les quartiers de la ville publique nous permet de vérifier comment des formes novatrices de *welfare* peuvent trouver une spatialisation et peuvent contribuer concrètement au projet d'une ville juste, accessible et en bonne santé. Quels sont alors ces « espaces de la nourriture » où les habitants sont impliqués dans des parcours habilitants et conscients qui améliorent leurs conditions de vie et la qualité de l'environnement qu'ils habitent ?

Un projet récent, basé sur la coopération de l'Université et d'une Coopérative sociale active sur le terrain⁶, a permis de donner une forme concrète à cette hypothèse dans la proposition d'un modèle novateur d'agriculture sociale⁷. Ce projet, bien que focalisé sur une zone liminaire du Borgo, a donné l'occasion de vérifier la possibilité, aussi dans la perspective du projet⁸, de systématiser plusieurs activités et initiatives ayant des liens variés avec la valorisation agricole de cet environnement. Les objectifs du projet sont multiples. D'abord éthico-sociaux, à travers l'emploi, en agriculture, de travailleurs en difficulté ; la promotion d'initiatives éducatives et pédagogiques pour diffuser une conscience écologique accrue dans les écoles ; l'attention à l'usage soutenable des ressources ; la tutelle et la valorisation des territoires et des traditions locales. Un autre point important a été la volonté de promouvoir un système de filière courte, à travers la vente directe des produits cultivés sur place. Le quartier a été impliqué en essayant de renforcer les espaces où résident actuellement Microaree et Portierato sociale, des projets novateurs de *welfare*⁹, pensés comme des espaces communs où développer des acti-

6 Il s'agit de la coopérative sociale Interland – Consortium pour l'intégration et le travail (Consorzio per l'integrazione e il lavoro) qui opère depuis des années sur le territoire triestin, aussi pour favoriser l'insertion professionnelle des citoyens défavorisés : <http://www.interlandconsorzio.com/>

7 Le projet HEaD « Pour un modèle novateur d'agriculture sociale. Les Potagers de Massimiliano » (Per un modello innovativo di agricoltura sociale. Gli Orti di Massimiliano), Interland Consorzio per l'integrazione e il lavoro – Società Cooperativa Sociale, Université de Trieste, Département d'Ingénierie et Architecture (Responsable scientifique : Paola Di Biagi, groupe de recherche : Sara Basso, Elena Marchigiani, Valentina Crupi). Le projet « Gli orti di Massimiliano » est visible à l'adresse : <http://www.ortidimassimiliano.it/>

8 Cet aspect a été abordé au cours des laboratoires de Projet urbanistique de l'école d'Architecture de l'Université de Trieste (Sara Basso, Paola Di Biagi avec Valentina Crupi et Mirko Pellegrini).



Fig. 1 : La proximité du quartier au système du paysage périurbain.

vités de distribution, de consommation et d'éducation alimentaires liées à l'agriculture sociale. Le renforcement des espaces où sont établis ces projets peut devenir le noyau d'un processus de valorisation des espaces ouverts et des espaces bâtis du quartier, imaginés comme les parties complémentaires d'un système agro-urbain qui articule entre elles une échelle territoriale et une échelle de proximité résidentielle.

Trois déclinaisons pour les espaces communs

Les réflexions mûries dans les expériences didactiques et de recherche sur le quartier ont contribué à esquisser trois déclinaisons de projets pour les espaces communs. Ces déclinaisons impliquent des formes différentes de *welfare* au sein desquelles les espaces agricoles et les « espaces de la nourriture » peuvent jouer un rôle de premier plan dans des processus de régénération des banlieues.

Une commune élargie pour des nouvelles écologies

Une première ligne de recherche se focalise sur le potentiel de partage des espaces ouverts internes ou proches des quartiers de la ville pu-

9 Il s'agit du projet Habitat Microaree, un programme qui naît de la collaboration entre Ater, ASUITS (Azienda Sanitaria Integrata Università di Trieste) et la ville de Trieste, promu dans ce quartier et dans d'autres quartiers de la ville de Trieste, à partir de 1998. Ce programme a pour objectif la promotion du bien-être et de la cohésion sociale à travers des actions cohérentes et organiques dans cinq secteurs : santé, éducation, habitat, travail et démocratie locale. Le programme est présent dans les quartiers de logements sociaux avec des bases où des opérateurs de l'Azienda Sanitaria et de Coopératives sociales exercent des activités d'assistance et de conciergerie solidaire.

blique. Cette perspective renvoie à la possibilité de recomposer les espaces ouverts du quartier dans des systèmes plus amples de naturalité. Dans le cas de Borgo San Sergio, il s'agit de reconstruire sa relation avec les marges périurbaines où la nature est présente à des degrés différents. Ici, des morceaux de campagnes urbaines, des trames boisées et des fragments de tiers paysage se confrontent avec la conurbation périphérique à laquelle le quartier appartient. Ce patchwork – dont l'intérêt écologique et environnemental est reconnu aujourd'hui aussi par les instruments urbanistiques – permet d'imaginer le dessin d'une « trame de services » ayant une fonction écologique (Basso, 2019). Cette trame de services s'articule entre l'échelle urbaine et territoriale et permet d'explorer et de décliner des projets de résilience, aussi à travers un renforcement des fonctions agro-urbaines déjà présentes sur le territoire (Mougeot, 2006 ; de Zeeuw, Drechsel, 2015 ; Donadieu, 1998). Dans cette trame, des « usages en commun » liés à des formes de préservation de la fonction agricole ou écologique des espaces périurbains peuvent coexister avec des pratiques de loisir occasionnel, qui ne sont pas strictement réglementées. Il s'agit donc d'imaginer des espaces communs (des potagers urbains aux parcours partagés pour la découverte et la valorisation territoriale) qui se prêtent à un « partage élargi », « à bas seuil » et qui ne sont réglementés que faiblement par des systèmes souples. Des projets visant à systématiser ces espaces sont aujourd'hui soutenus par une réflexion urbanistique qui a désormais reconnu l'importance des parcelles agricoles pour des actions ordinaires, mais nécessaires, d'entretien et de recyclage de nos territoires (Lanzani, 2015 ; Merlini, 2014 ; Mininni, 2017). Ces projets demandent, néanmoins, de revoir les cadres normatifs qui ne sont pas toujours, ou pas encore, ouverts à la reconnaissance de l'agriculture urbaine en tant que stratégie de valorisation territoriale et sociale. Le fait d'imaginer des trames de services ayant une fonction écologique comporte aussi un changement nécessaire dans l'approche du projet. Dans ce sens, la perspective du métabolisme urbain – approche destinée à rendre les cycles de vie de la ville plus efficaces – offre des pistes intéressantes pour replacer des parcelles agro-urbaines dans une vision systémique renouvelée des contextes urbains avec une approche alimentaire (Sommariva, 2019 ; Grulois, Tosi, Crosas, 2018).

Espaces communs pour un *welfare* de proximité

Une deuxième perspective de recherche lit les espaces communs comme des possibles répercussions spatiales du *welfare*. Dans cette perspective,

il s'agit de reconfigurer les espaces des structures sociales ou socio-sanitaires où sont actuellement dispensés les services d'assistance et de soin à des personnes fragiles ou vulnérables, en imaginant leur transformation selon des formes spatiales plus complexes, plus ouvertes à la ville (Caravaggi, Imbroglini, 2016 ; Cognetti, Padovani, 2018). Travailler sur la spatialisation d'un « *welfare* de proximité » signifie aussi renforcer la relation des espaces du *welfare* dans les logements sociaux avec d'autres équipements collectifs présents dans la ville publique (écoles, terrains de sport, bibliothèque, etc.). Le rôle et la fonction de ces équipements collectifs peuvent également être mis en discussion. On peut explorer cette déclinaison en imaginant les espaces du *welfare* comme des *community hubs* potentiels (Calvaresi, Lazzarino, dirs., 2018). Dans ces *community hubs*, les activités liées aux processus de valorisation agricole de l'arrière-pays (visant, par exemple, à la formation et à l'insertion dans le monde du travail, à la distribution assistée de nourriture, à l'éducation alimentaire, etc.) peuvent s'imbriquer avec des actions qui interviennent aussi sur d'autres secteurs de la vie quotidienne, en premier lieu, la maison. Des processus de régénération qui incluent une gestion et une participation partagées des espaces liés à la préparation et à la distribution d'aliments, comme ceux des boutiques solidaires, des cafés ou des restaurants sociaux ont déjà été expérimentés en Italie, également dans la requalification des quartiers de la ville publique¹⁰. Dans le cas de Borgo San Sergio, il s'agirait de partir du renforcement des espaces où sont dispensés les services socio-sanitaires d'assistance et de soin à des personnes fragiles ou vulnérables déjà présents dans le quartier, en imaginant de les transformer, d'abord à travers un projet de reconfiguration spatiale qui, pour être efficace, devrait regarder tout le rez-de-chaussée du bâtiment qui les abrite. Il s'agirait donc d'imaginer le *hub* d'abord comme un dispositif pour reconfigurer et moduler les seuils et les marges entre l'intérieur et l'extérieur du bâtiment, entre le bâtiment et les espaces de proximité résidentielle, entre les espaces de proximité du quartier et le contexte territorial. En revanche, il ne semble pas possible, aussi à cause de l'histoire de ce quartier, d'imaginer des espaces du *welfare* comme des *hubs* à bas seuil et peu réglementés. Toutefois, il semble utile

¹⁰ Ceci arrive, par exemple, à Milan. « Oltre il Cibo » est un projet de housing social et de réinsertion professionnelle de la Fondation Pellegrini. Ce projet fait partie du projet QuBi promu par la Fondation Cariplo et la Commune de Milan pour lutter contre la pauvreté infantile à Milan (<https://ricettaqubi.it/>). Les initiatives prévues sont diverses : les quartiers deviennent un champ d'expérimentation pour des projets novateurs. « Oltre il cibo » est une initiative qui offre des opportunités de travail temporaire aux convives du restaurant solidaire Ruben, ouvert aux personnes en difficulté.

de penser à leur transformation graduelle, qui proposerait des formes d'usage temporel de ces espaces (Inti, Cantaluppi, Persichino, dirs., 2014).

Les espaces communs comme des espaces de médiation

Enfin, une troisième perspective de recherche regarde le rôle que peuvent avoir des espaces communs pour redessiner les seuils et les marges à l'échelle de la proximité, c'est-à-dire pour faire des projets de recomposition de l'« échelle intermédiaire ». Cette déclinaison ramène au premier plan une tradition de projets qui conçoit les espaces liés à la production et à la consommation alimentaire domestique, de la cuisine aux potagers urbains, comme autant d'instruments d'*urban design* et qui voit dans la ville publique un champ important pour son expérimentation (Di Biagi, 2016 ; Ingersoll, 2012 ; De Michelis, 1990). On rappelle, parmi les exemples les plus connus et cités, celui des logements sociaux dans le Francfort des années trente pensés par l'architecte Ernst May, avec la collaboration du paysagiste Leberecht Migge. Cet exemple nous rappelle que des secteurs destinés à des petites productions alimentaires peuvent devenir des dispositifs précieux pour recomposer la proximité avec des « espaces de médiation » destinés à articuler le rapport entre l'intérieur et l'extérieur de la résidence, à des échelles différentes. L'héritage de cette leçon a été accueilli et renouvelé aujourd'hui par des projets dans lesquels des potagers et des espaces agro-urbains configurent des seuils de transition qui contribuent à améliorer la qualité de l'habitat (Sommariva, 2014 ; Paans, Pasel, 2014 ; Petrescu, Petcou, Lang, 2012). Dans le cas de Borgo San Sergio, il s'agirait de revoir les formes de la proximité résidentielle à configuration faible, des espaces indécis et *no man's land* où prévalent des usages impropres et des abandons.

En guise de conclusion : adresses et questions ouvertes

Les considérations que nous avons exposées jusqu'ici apportent des éléments pour composer une réflexion qui entrelace *welfare* et nourriture pour la construction d'espaces communs. Reste ouverte la question de savoir comment construire des formes du commun pour soutenir les processus de requalification dans un contexte de fragilité, comme celui de la « ville publique ». D'autres éléments tirés du cas d'étude, en particulier des dialogues avec les acteurs qui sont impliqués directement dans les processus de transformation du quartier, demeurent des questions ouvertes et permettent d'avancer des hypothèses pour une application concrète des réflexions que nous avons présentées ici.

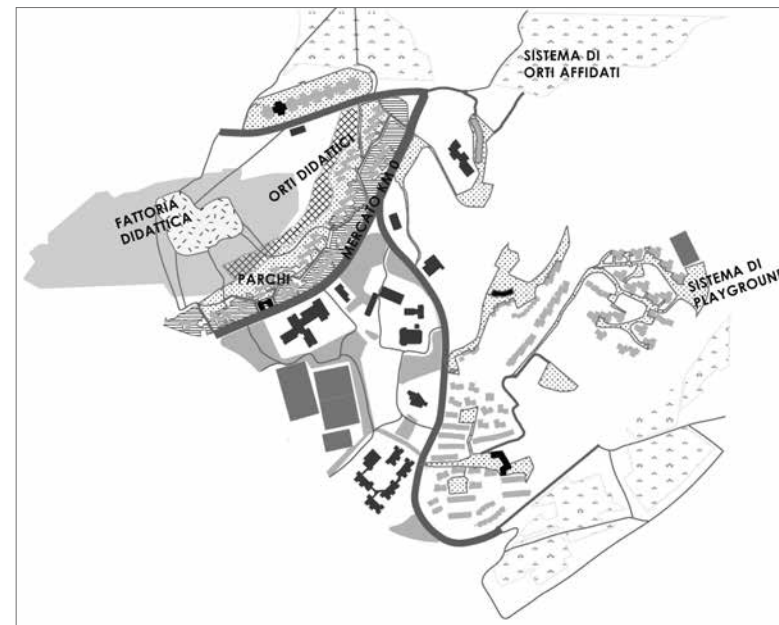


Fig. 2 : Une proposition de projet pour les espaces communs : une trame de services et des espaces ouverts. (Laboratorio di Progettazione urbanistica 1, Sara Basso, Paola Di Biagi avec Valentina Crupi et Mirko Pellegrini. Étudiants : Irem Akgun, Arianna Doro, Emmanuella Attakora Duah, Vittoria Parlati, Enrico Sgurbissa).

Renforcer les réseaux pour territorialiser des nouvelles formes de *welfare*.

Le cas de Borgo San Sergio démontre que la présence de potagers urbains soutenue par des réseaux de collaboration et d'association ne peut pas suffire en elle-même pour faire naître des formes de *commoning*, qu'elle soit épaulée par une tradition solide de *welfare*, comme dans le contexte de cette enquête. En effet, dans le quartier, les initiatives liées à la construction de parcours de *capability* des habitants ont été nombreuses. Du dialogue avec les opérateurs du projet Habitat Microaree a émergé le fait que les activités organisées pour l'entretien des espaces ouverts ont été nombreuses, et qu'elles font toutes partie d'un projet destiné à promouvoir la santé et le bien-être des habitants. Beaucoup de ces initiatives ont prévu la réalisation de potagers urbains dans une zone limitrophe au bâtiment où il y a le plus de situations de fragilité. Malgré le grand engagement des habitants et des opérateurs impliqués, il a été très difficile de maintenir et de faire grandir ces initiatives, aussi à cause

de formes de conflictualité et d'inertie sociale, qui sont en partie imputables aux situations de fragilité ici présentes. Les différents projets, qu'Habitat-Microaree a promus dans le quartier au cours du temps, ont sûrement consolidé un réseau étendu d'acteurs publics et du tiers secteur, à travers lequel faire face aux demandes des acteurs individuels. Mais les initiatives, malgré l'importance et les opportunités multiples d'implication offertes aux habitants, risquent de conserver un caractère fragmentaire. Ces initiatives risquent aussi, et surtout, d'avoir un impact spatial réduit, faute d'une vision plus globale pour le quartier entier à travers laquelle des politiques pour l'habitat, pour le travail et pour l'environnement trouvent une possibilité concrète de se confronter et de s'entrelacer. Il nous semble que, pour que des processus novateurs de territorialisation du *welfare* se concrétisent à travers des « espaces de la nourriture », une vision à différents niveaux et échelles est nécessaire. Cette vision chercherait à remettre en discussion les espaces et leurs usages, les modalités d'implication des sujets, l'interaction entre des pratiques de culture de la terre et la sphère de l'habiter quotidien. Cette question renvoie à une thématique déjà abordée dans la réflexion générale sur les espaces communs, relative à la nécessité d'un « sujet-pivot », sorte de « metteur en scène » capable de coordonner les espaces et les actions et, surtout, de réorganiser leur relation réciproque dans un horizon de transformation le plus partagé possible.

Dessiner les compétences et les responsabilités dans un ensemble complexe d'acteurs.

Des formes de subsidiarité et de transfert des responsabilités élargissent le cadre des acteurs et des sujets impliqués dans les processus de transformation urbaine. Les conséquences de la pluralité des acteurs sont diverses. Tout d'abord, on observe l'urgence de rééquilibrer les rôles et les relations, y compris à l'intérieur du secteur public. Une tâche qui n'est pas facile, dans laquelle interviennent des considérations relatives à la ressource « sol » et à sa gestion. L'érosion du public et les formes de privatisation rendent de plus en plus difficiles la gestion et le contrôle des usages et des espaces publics, qui, collectifs, finissent par n'appartenir à « personne ». Dans le quartier Borgo San Sergio, la coexistence d'opérateurs et de sujets publics divers confond les sphères de compétence dans la gestion d'espaces collectifs, en produisant des formes d'immobilisme dans leur transformation, même si le potentiel que ces opérateurs peuvent avoir dans les processus de régénération est largement reconnu. Des dialogues avec les opérateurs actifs dans le quartier,

il est apparu que le caractère public et la coexistence de sujets diversifiés dans la gestion des espaces ouverts, a fini par les rendre à des utilisations inappropriées et non réglementées. La marque la plus évidente de l'absence de soin est visible dans l'abandon des voitures, contre lequel les habitants protestent constamment, en reconnaissant une forme évidente de dégradation. L'érosion et le manque de reconnaissance de la valeur publique de ces situations, les consolident comme des *buffer-zones* qui contribuent à dessiner des nouvelles frontières internes dans le quartier. La révision des périmètres d'action des sujets publics et du tiers secteur n'exclut pas le fait de considérer comme important le rôle que les habitants peuvent avoir dans ce processus. Reconnaître leur « droit de soin » (Iaione, 2013 ; 2015) ne semble pas être suffisant. Il est nécessaire, plutôt, de souligner une « responsabilité de soin » qui demande des compétences et des habilités et qui est essentielle pour garantir une continuité dans l'entretien des espaces et des relations dans le temps. Le renforcement de cette responsabilité de soin pourrait donner des opportunités de travail aux habitants, et pourrait aussi représenter l'occasion de faire face à des asymétries communicationnelles et à des disparités cognitives, qui peuvent infirmer des processus de partage élargi des choix, en reconduisant des éventuels conflits dans des parcours de dialogue.

Observer et penser les espaces, réguler les transformations. Contre le retrait de la figure de l'architecte.

La troisième question met en jeu le rôle stratégique que la perspective des biens communs peut avoir dans le renouveau des compétences et des techniques du projet urbanistique. Le cas d'étude invite à reformuler le champ d'action de l'architecte et à réaffirmer son rôle social au sein de processus de *commoning* qui impliquent habituellement des transformations spatiales, souvent consistantes, qui se réverbèrent à des échelles différentes. Les déclinaisons proposées ici pour les espaces communs vont justement dans la direction de l'ouverture d'une réflexion sur des formes de projet visant à améliorer la qualité de l'habitat des quartiers dans leurs contextes spécifiques. Et ceci, aussi à partir d'une refonte de la trame qui unit les espaces ouverts, les équipements collectifs et les services, en les insérant dans un contexte plus ample. Penser à ce qui est commun comme à un processus dont les résultats spatiaux peuvent être très divers, mais tout aussi significatifs que les résultats sociaux offre une occasion précieuse pour en remettre en discussion les usages, dans le sillage d'une réaffirmation d'un droit à la ville.

Les résultats de recherche rapportés ici suggèrent l'idée que cultiver le partage dans la ville publique est un art complexe. Cet art demande un projet articulé, implique un renouveau des outils et des stratégies d'action, comporte un partenariat et un engagement constant de la part de tous les sujets concernés. Le dépassement de positions et de méthodologies consolidées pour expérimenter des formes nouvelles de recherche-action, en synergie avec les contextes spécifiques, nous semble être le premier pas et le plus fondamental pour lancer des projets dans des cadres réglementaires partagés visant à garantir une équité spatiale, à travers des déclinaisons renouvelées du « commun ».